



## LE PRESIDENT FEDERAL

Paris, le 29 octobre 2018

553 – DG HL/RP

Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré,  
75 008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Lors de la présentation des séquences de la commémoration du centenaire de l'armistice de 1918 par M. Jean-Michel Blanquer, assisté de Mme Geneviève Darrieussecq, respectivement ministre de l'éducation nationale et secrétaire d'état auprès de la ministre des armées, le 18 septembre 2018 à Clermont-Ferrand, un équilibre avait été trouvé entre, d'une part, la victoire militaire de la démocratie sur le totalitarisme et les sacrifices des poilus, et d'autre part, les effets de la crise économique durable que vivent aujourd'hui les habitants sinistrés des régions qui avaient déjà été profondément meurtries par la guerre de 1914-1918.

Un programme mémoriel avait été annoncé avec comme point d'orgue à Paris, une cérémonie militaire et notamment :

- un hommage aux maréchaux de la guerre de 1914-1918 pour célébrer dignement la victoire des armées françaises et alliées sur les forces de l'impérialisme du Kaiser Guillaume,
- une cérémonie sur les Champs Elysées et l'Arc de Triomphe, en présence de 80 chefs d'état représentants les pays impliqués dans cette guerre meurtrière et un défilé.

Or, depuis cette communication, il semblerait que, sous votre impulsion, un changement profond ait été opéré dans l'objectif même de ces cérémonies, la partie « victoire sanctionnée par un armistice » de cette guerre étant purement supprimée. En effet, la partie militaire serait réduite à sa plus simple expression, afin, semble-t-il, de ne pas heurter la chancelière allemande, et l'hommage aux maréchaux artisans de cette victoire de la liberté sur l'obscurantisme passé à la trappe, ce qui nous apparaît excessif vis-à-vis de l'histoire et du devoir de mémoire que notre pays doit entretenir pour renforcer la démocratie auprès de la jeunesse française et européenne.

En outre, des membres de l'Elysée estiment qu'il conviendrait de bien regarder les choses en face : les combattants de 1914-1918, les Poilus, « n'étaient finalement que des civils à qui on avait donné une arme », ce qui est une véritable injure à leur esprit de sacrifice, et à l'histoire.

Car, en disant cela, ils rayent péremptoirement l'esprit de sacrifice des soldats qui ont combattu pour que vive, encore aujourd'hui, notre pays.

C'est l'âme de la nation en armes qu'ils entachent par ce type de discours, en laissant entendre que ces civils ne sont partis à la « boucherie » que parce que forcés et sans l'idée de défendre leur pays.

En tant que président de la Fédération Nationale André Maginot, la plus ancienne des associations du monde combattant, je rappellerai simplement ce que disait, en 1914, André Maginot, cet illustre homme d'état dont les valeurs pour lesquelles il se battait sont toujours, aujourd'hui, d'actualité :

« C'est la guerre, la partie suprême d'un peuple qui ne veut pas mourir »,

ce qui explicite tout à fait cet esprit qui animait les soldats de l'époque : ne pas tomber sous la coupe de l'envahisseur et réintégrer l'Alsace-Lorraine, coûte que coûte. Si cet état d'esprit n'avait pas

**FÉDÉRATION NATIONALE ANDRÉ MAGINOT**

24 bis boulevard Saint Germain - 75 005 PARIS // 01 40 46 71 40 // [fnam@maginot.asso.fr](mailto:fnam@maginot.asso.fr)  
Créée en 1888 - Reconnue d'Utilité Publique le 28/05/1933

profondément habité les soldats de France, je pense que la 1<sup>ère</sup> bataille de la Marne ou Verdun auraient été perdus et que nous ne serions plus aujourd'hui en mesure de savourer notre indépendance et notre liberté, comme notre pays sait et aime le faire.

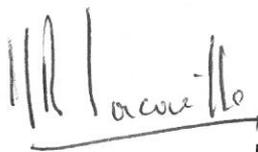
Vous voulez en revanche magnifier la paix, ce qui est tout à votre honneur, mais vous ne pouvez pas laisser ignorer le mérite des soldats et faire disparaître de la pensée collective l'essence même de la Nation en armes pour sa survie, le sens du sacrifice suprême pour le bien commun. La paix d'ailleurs n'était pas acquise au soir du 11 novembre 1918 puisque le traité de Versailles n'a été signé qu'en juin 1919 et nous avons subi 20 ans plus tard un conflit aussi meurtrier et génocidaire ! L'histoire, dans toute sa complexité et sans faux fuyants, doit faire partie de la mémoire collective. Ceci est primordial pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain.

Mettre à l'écart le monde combattant d'hier comme cela est envisagé pour les cérémonies de commémoration du 11 novembre 2018, passer sous silence la victoire militaire de 1918, est une injure faite aux soldats de France de toutes les générations. En laissant traiter de la sorte les hommes en armes qui combattent jusqu'au sacrifice suprême, vous n'œuvrez pas, comme vous le dites, pour une armée forte et engagée. Et je crains fort que le recrutement des forces armées françaises n'en subisse les conséquences à moyen ou long terme. De même, vous n'œuvrez pas pour l'Europe en occultant de la sorte ces événements majeurs, ou en les édulcorant.

Aussi, me paraît-il important de vous dire que si aucun des membres du conseil de l'ONAC et du Bleuet de France ne sont présents sur la dalle sacrée, témoins vivants des sacrifices consentis hier et aujourd'hui, je n'encouragerai pas, en ma qualité de président de la Fédération Nationale André Maginot, les 240 associations qui la composent, à participer, avec leur drapeau en tête, à ces manifestations décalées dans le temps et illusoires, s'agissant de la Paix. Quelque millions de français sont choqués par ce déroulé

- qui néglige totalement le sacrifice de leurs ascendants qu'ils se sont réappropriés durant ces quatre années de commémoration du premier conflit mondial,
- qui ne présage rien de bon pour l'avenir, si on n'ose plus regarder le monde en face, en refusant notamment de montrer la réalité de l'histoire et de souligner les valeurs qui ont forgé notre Nation.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.



Henri LACAILLE